

## Qui peut encore sauver Israël ?

Afin de sortir des débats stériles actuels sur la guerre de Gaza, tels que « qui a commencé ? », « qui commet des crimes de guerre ? » ou « qui sont les terroristes ? », nous proposons dans les lignes qui suivent une approche plus holistique. Il est en effet nécessaire de sortir des logiques partisans, lesquelles ne retiennent que les faits qui les arrangent pour tenir un discours qui n'a de cohérence qu'au sein d'une vision limitée du conflit. Ces visions hermétiques s'affrontent alors sans s'enrichir mutuellement et ne permettent pas de comprendre pourquoi, plus de 60 ans après la création de l'État d'Israël et la *Nakba* des Palestiniens, aucune solution n'a encore été trouvée au conflit.

Plutôt que de faire parler les émotions ou d'essayer d'interpréter le droit international comme le font les médias, les gouvernements, l'ONU ou les défenseurs de l'une ou l'autre partie, cet article développe une tentative de modèle explicatif basé sur des faits objectifs et leur mise en perspective grâce à des situations historiques comparables. Il s'agit de montrer pourquoi le processus de paix a échoué, pourquoi la « solution à deux États » devient dès lors de moins en moins réaliste et pourquoi, de ce fait, se pose la question de la survie de l'État juif, menacé, non par une improbable frappe nucléaire iranienne, mais par sa propre puissance et ses peurs qui l'aveuglent.

### Le paradigme colonial

La question israélo-palestinienne est une problématique coloniale. Par coloniale, nous ne nous référons pas au colonialisme, il est important de bien faire la distinction. Le sionisme est un projet national dont l'objectif est la création d'un État souverain pour une nation, le peuple juif, sur un morceau de terre ayant une signification historique et religieuse, la Palestine. Il ne s'agit nullement de venir dominer et civiliser une population considérée comme inférieure et d'exploiter ses ressources naturelles en la soumettant au travail forcé. Le sionisme est sans aucun rapport avec les empires coloniaux français ou britanniques qui ont constitué l'archétype du colonialisme.

Cette dimension évacuée, on ne peut que relever que le sionisme est une idéologie de type nationaliste avec une particularité qui le distingue des autres nationalismes : c'est un

projet national sans territoire « immédiat ». Le nationalisme basque, ivoirien ou japonais s'inscrit naturellement sur le territoire occupé par la population qui le promeut, respectivement le Pays basque, la Côte d'Ivoire ou le Japon. Quand le sionisme émerge à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe de l'Est, le peuple juif est dispersé, fragmenté dans de nombreux pays, et donc dans l'incapacité de fonder un État-nation sur son lieu de vie. Cette absence de territoire va conduire le mouvement sioniste à considérer différentes options, l'Ouganda sera ainsi un temps proposé comme lieu d'implantation possible d'un foyer national juif et une mission d'exploration aura même lieu dans ce pays. Mais l'espace qui semble le plus propice à ce projet étatique est bien sûr la Palestine, pour des raisons historiques et religieuses évidentes.

Le choix de la Palestine sera donc fait, sur le constat d'« une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». C'est sur cette affirmation, qui semble frappée au coin du bon sens dans les ghettos européens, que se construira le projet sioniste. Mais la Palestine n'est pas une terre sans peuple, elle est habitée par des populations arabes dont l'identité palestinienne est à l'époque quasi-inexistante mais qui refuseront de quitter leurs terres. Des millions de Juifs immigreront donc au cours du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle sur un territoire déjà habité et qui compte aujourd'hui des millions de Palestiniens. Cette immigration massive ne conduit bien évidemment pas à l'assimilation de la population immigrée au sein de la population d'origine mais à la prise de pouvoir de la population non autochtone. C'est cette coexistence de deux peuples distincts sur un même espace et le contrôle de la population allogène, plus éduquée et mieux organisée, sur la population autochtone qui autorise la caractérisation de cette situation par le terme « colonial ».

Cette classification n'a pas pour objectif de conduire à un jugement normatif (« c'est colonial, donc c'est mal ») mais de permettre la comparaison et de mieux comprendre les enjeux du conflit. Qualifier Israël d'« aventure coloniale » (bien que résultant d'un projet national) nous renvoie à de nombreuses situations du même type. Ainsi la fondation des États-Unis, du Canada ou de l'Australie est basée sur le même schéma d'une population majoritairement européenne s'installant sur un nouveau territoire et y reproduisant son organisation sociale originelle au détriment de celle des populations autochtones. Mais ces exemples ne sont pas d'une grande utilité dans le cas qui nous concerne. En effet les peuples d'origine ont été décimés par les maladies importées et par la répression violente dont ils ont fait l'objet, ils sont ainsi numériquement insignifiants aujourd'hui. Pour que la comparaison soit intéressante, il nous faut examiner des contextes coloniaux où les deux peuples en

présence, immigrés et autochtones, forment deux groupes distincts et significatifs, ce qui élimine également les pays d'Amérique du Sud où les deux populations se sont relativement mélangées. Nous étudierons donc les cas de l'Irlande du Nord, de l'Afrique du Sud et de l'Algérie pour construire un modèle théorique qui, appliqué au conflit israélo-palestinien, devrait nous permettre de mieux comprendre pourquoi la paix semble encore et toujours impossible.

### **Le modèle de puissance**

Pour comprendre comment un peuple peut en dominer un autre à un moment donné et comment la situation peut évoluer et, soit se renverser, le dominé devenant le dominateur, soit s'équilibrer, les deux peuples parvenant à un compromis durable, c'est à dire à la paix véritable et non limitée au seul arrêt de la violence physique, nous postulons l'équation suivante :

$$\textit{Puissance} = \textit{Population} \times \textit{Rationalisation}$$

La puissance d'un peuple, et donc sa capacité à dominer un autre peuple moins puissant, est égale au produit de sa population (le nombre de personnes) par son degré de rationalisation.

La puissance que confère le poids démographique à un peuple semble être une évidence bien comprise, s'il devait y avoir une guerre entre la Chine continentale et Taiwan, on ne trouverait personne pour parier un centime sur le petit État de 23 millions d'habitant face au géant chinois dont la population dépasse largement le milliard d'habitant. L'arme démographique est d'ailleurs souvent utilisée de manière plus ou moins consciente par les peuples en conflit. On peut ainsi relever le sursaut de la natalité française en 1940, des taux de fécondité anormalement élevés à une certaine époque en Afrique du Sud (parmi les femmes blanches), encore aujourd'hui en Israël (parmi les femmes juives) et jusque dans les années 2000 dans les Territoires Palestiniens, relativement au niveau de développement respectif de ces populations. Yasser Arafat exhortait ainsi les familles palestiniennes à faire 12 enfants, 2 pour elles et 10 pour la lutte.

Le deuxième terme de l'équation de puissance est beaucoup moins bien compris, il est cependant fondamental. Dans son livre *De l'inégalité parmi les sociétés*, Jared Diamond tente de répondre à la question suivante : pourquoi ce sont les Espagnols qui ont traversé l'Atlantique, vaincu les Amérindiens et colonisé leurs territoires *et non l'inverse* ? Cette question peut être étendue à toutes les situations de domination d'un peuple sur un autre au cours de l'Histoire, avec d'autant plus d'intérêt que dans de nombreuses situations l'équilibre démographique ne jouait pas en faveur du dominateur comme dans les cas de l'Afrique du Sud de l'apartheid et de l'Algérie française. C'est alors la différence de degré de rationalisation qui entre en jeu. Par rationalisation il ne faut pas entendre une opposition rationnel/irrationnel mais comprendre qu'au cours de l'Histoire les hommes se sont organisés en sociétés de plus en plus complexes suivant une direction communément appelée *Progrès*. Sans rentrer dans les détails et les débats philosophiques, il apparaît évident que, de l'invention des premiers outils aux dernières innovations technologiques, se dégage une tendance de fond au perfectionnement de l'organisation sociale. La généralisation de l'éducation, la démocratisation, la révolution industrielle et le développement économique et social sont les derniers avatars de cette tendance et caractérisent un mouvement de *modernisation* qui gagne progressivement l'ensemble des sociétés de la planète.

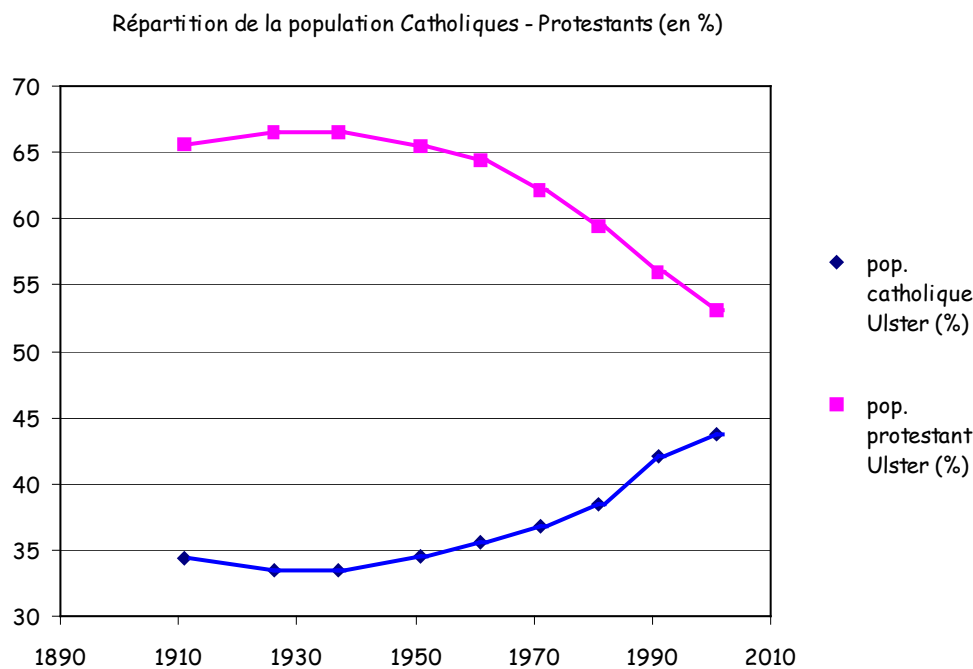
Cette rationalisation est *asynchrone* : pour des raisons qui ne sont pas encore clairement établies, il apparaît effectivement que les différents peuples ne se saisissent pas simultanément des derniers instruments du progrès. Ceux-ci se diffusent plutôt à un certain rythme, avec des phénomènes d'accélération, ou au contraire de ralentissement, suivant des contraintes géographiques, historiques, culturelles, etc. L'essentiel est dit : à poids démographique équivalent, la puissance relative de deux peuples dépendra de leur avancement dans ce processus de modernisation et donc de leur degré respectif de rationalisation. Nous utiliserons deux indicateurs pour mesurer celui-ci : le taux d'alphabétisation et le PIB par habitant. Le premier indique le niveau éducatif moyen d'une population et le second son développement économique, deux variables qui reflètent deux phases successives d'un même processus. Le développement économique ne s'accélère en effet véritablement que lorsqu'une population est en grande partie alphabétisée.

Le modèle défini, il est maintenant nécessaire de le tester dans différents contextes coloniaux avant de pouvoir l'étendre au conflit israélo-palestinien.

## L'Irlande du Nord

L'Irlande du Nord représente un cas typique de conflit colonial, permettant au passage de souligner que le fait colonial ne se limite pas à des situations opposant colons européens et colonisés d'Outre-mer. L'Occident n'a d'ailleurs pas l'apanage du casque colonial, le Timor-Oriental et la Papouasie sont ainsi deux exemples de colonisation indonésienne, l'une résolue, l'autre pas encore. Sur ce petit territoire au Nord-Est de l'île irlandaise s'affronte deux communautés : des Protestants descendants de colons britanniques venus s'installer lorsque l'Angleterre dominait l'Irlande (celle-ci ne deviendra indépendante qu'en 1922) et des Catholiques irlandais de souche. La violence surgit dans les années 1960 et marquera les décennies suivantes jusqu'à l'accord dit « du Vendredi Saint » de 1998 qui amorce un long processus de paix, lequel se poursuit encore aujourd'hui.

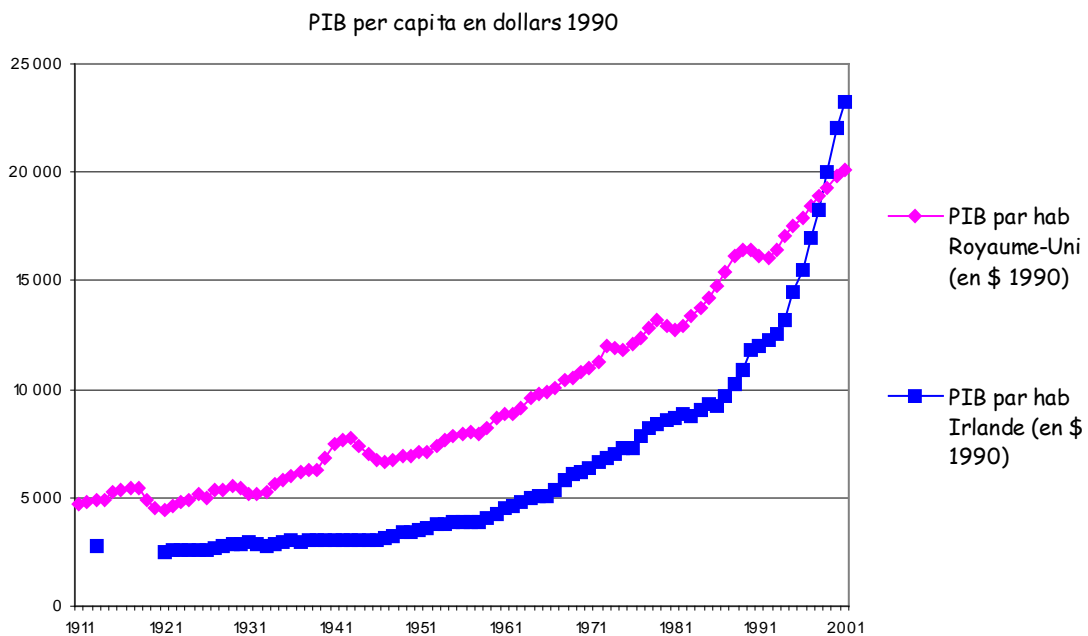
Appliquons notre modèle à ce conflit.



La répartition démographique entre les deux communautés est relativement stable dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, environ 65% de Protestants et 35% de Catholiques. La domination incontestable de l'un des deux groupes est cependant remise en cause quand, à

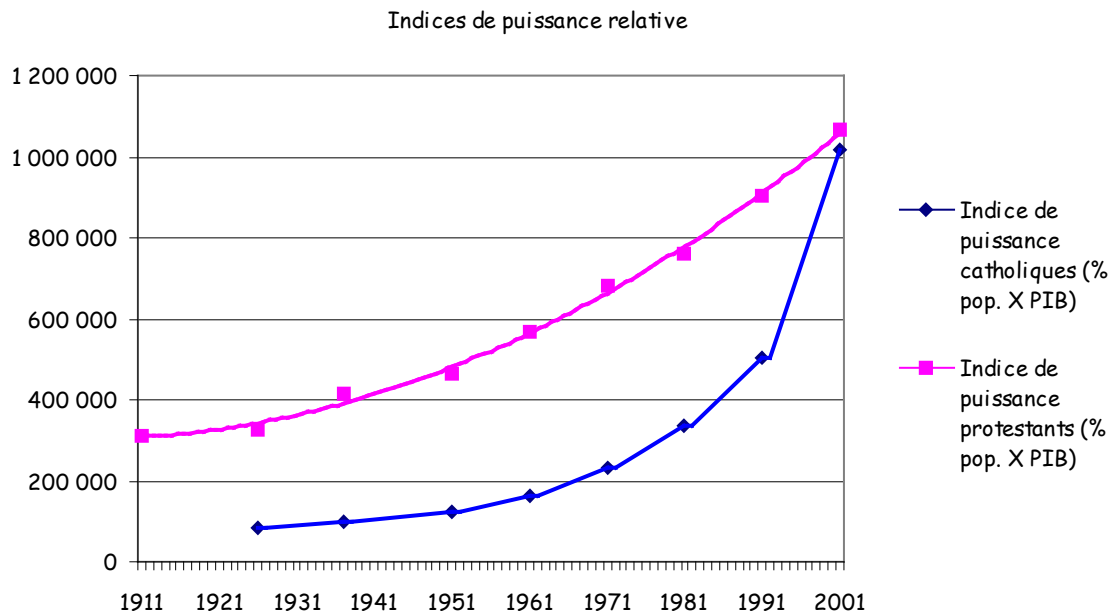
partir des années 1950, la communauté catholique prend du poids grâce à une fécondité plus élevée. Cette rupture marque la fin de l'équilibre de domination et explique sans doute en partie le début des violences dans les années 1960. La situation en 2001 (53% de Protestants, 44% de Catholiques et 3% de « non-alignés ») ne permet cependant pas d'expliquer la nouvelle situation d'équilibre marquée par les accords de paix puisque démographiquement les Protestants dominent encore.

L'étude de la variation des PIB apporte alors un nouvel éclairage. Etant difficile de distinguer le poids relatif des deux communautés dans l'économie nord-irlandaise, nous comparons les PIB par habitant du Royaume-Uni et de l'Irlande.



Ce graphique montre nettement un rattrapage puis un dépassement de l'Irlande. Le pays longtemps dominé par son voisin arrive finalement à faire mieux que lui et nous postulons que cet indicateur économique traduit un « empowerment » de la population irlandaise à tous les niveaux, aussi bien politiques que sociaux.

Si l'on considère que cette évolution du PIB par habitant reflète également l'état d'avancement du processus de rationalisation des deux communautés d'Irlande du Nord, on peut alors faire le produit de la population et de ce PIB à un instant donné pour les deux groupes et obtenir un graphe montrant l'évolution de leur puissance relative.



Ce dernier graphique montre que la combinaison de la puissance démographique et de la puissance liée au degré de rationalisation reflète l'évolution de la puissance relative des communautés protestantes et catholique. Alors que l'équilibre de domination est rompu dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la violence politique traduit un processus de rééquilibrage qui s'achève à la fin du siècle. Le processus de paix se déroule alors même que la puissance relative des deux groupes s'égalise. La croissance économique irlandaise ralentissant, on peut y percevoir le signe de la fin du processus de rattrapage et donc la mise en place d'un nouvel équilibre c'est-à-dire d'une paix durable, ce que ne permettrait sans doute pas un nouveau déséquilibre, cette fois en faveur des Catholiques.

Notre modèle semble donc vérifié par le cas nord-irlandais, il reste cependant à le soumettre aux exemples sud-africains et algériens pour consolider sa validité.

## L'Afrique du Sud

L'histoire de l'Afrique du Sud est très connue, résumons brièvement en disant qu'une petite communauté de colons européens a contrôlé ce pays et la majorité de sa population africaine jusqu'aux premières élections générales de 1994 qui propulsèrent l'ANC de Nelson Mandela au pouvoir. Dans ce cas, l'évolution démographique ne peut expliquer le retournement de 1994, la minorité blanche n'ayant jamais constitué plus de 20% de la

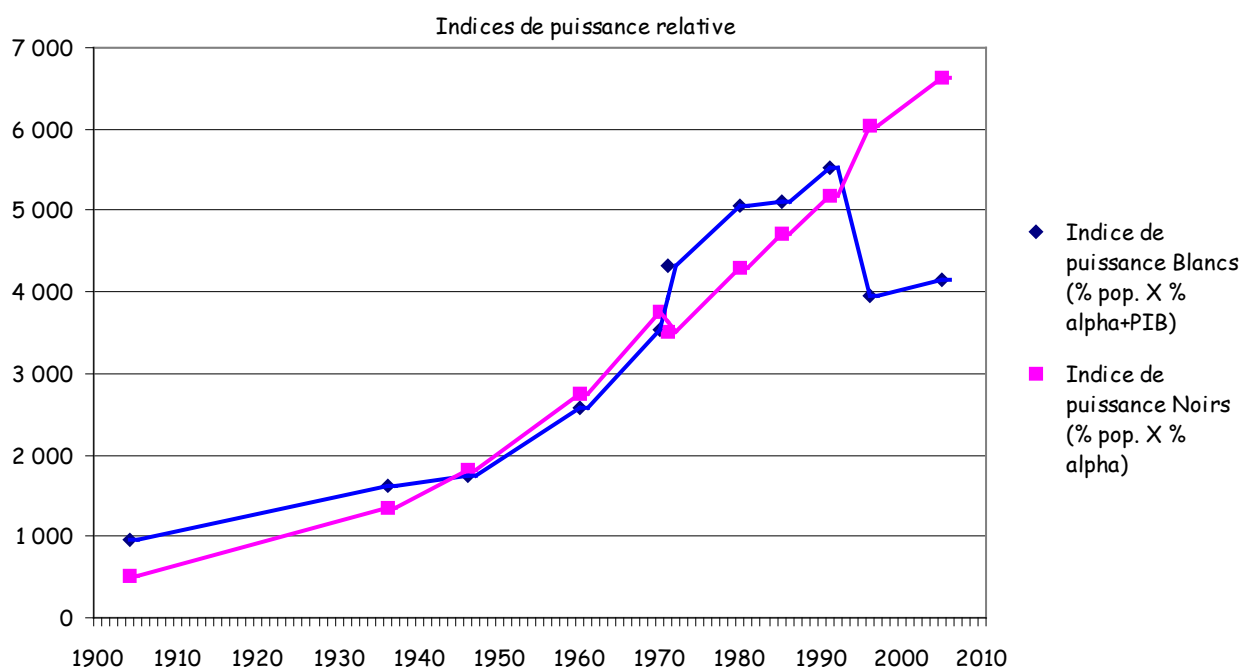
population face à une majorité noire en représentant 70 à 80% (il existe des minorités métisses et indiennes).

Le facteur rationalisation est donc primordial, il ne peut cependant être représenté aussi facilement que dans le cas précédent par la seule évolution du PIB par habitant. En effet, nous l'avons déjà évoqué, la croissance du PIB ne caractérise qu'une certaine période du vaste mouvement de modernisation, et la montée du taux d'alphabétisation en caractérise une autre, situé plus tôt chronologiquement. Or la période qui nous intéresse, entre l'instauration de l'apartheid en 1948 et sa fin en 1994, correspond précisément au développement de l'une de ces deux phases pour chaque population. Le taux d'alphabétisation décolle au sein de la population noire alors même que la population blanche presque entièrement alphabétisée entre dans une phase de croissance économique soutenue. Comparer séparément les deux indicateurs pour les deux groupes ne donne rien : le taux d'alphabétisation des Noirs progresse quand celui des Blancs, élevés, stagne ; le PIB par habitant des Européens explose quand celui des Africains ne progresse que par l'interpénétration des deux systèmes économiques.

Nous proposons donc d'intégrer les deux indicateurs de la manière suivante : en gardant comme référence le taux d'alphabétisation (qui varie entre 0 et 100%) nous permettons l'accroissement de celui-ci au-delà de 100 en le multipliant par un facteur étant le rapport du PIB par habitant du groupe considéré par le PIB par habitant de ce même groupe lorsque son taux d'alphabétisation atteint 85% (c'est à dire quand il cesse d'augmenter de manière significative). Ce bricolage nous retourne une valeur sans unité qui, multipliée par la population, donne un facteur de puissance relative comme dans le cas précédent. Ne disposant par ailleurs pas de données ethniques relatives au taux d'alphabétisation et au PIB, nous utilisons le taux d'alphabétisation du Swaziland (pays voisin dont la population est quasi-exclusivement Africaine) pour caractériser celui de la population noire sud-africaine (des données ponctuelles confirment la validité de cette hypothèse) et le PIB par habitant moyen des pays européens pour représenter celui de la population blanche.

Une étude plus approfondie permettrait de lever ces approximations, lesquelles permettent cependant d'obtenir un graphique de puissance intéressant :



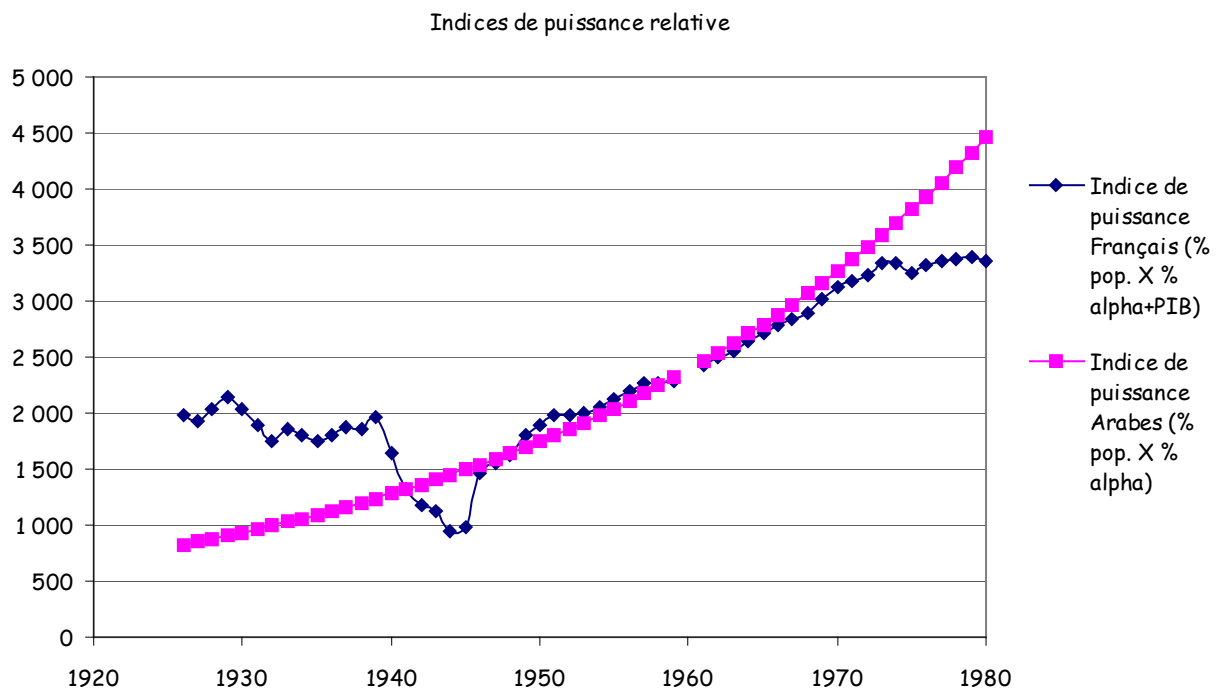


Dès 1946 les populations européennes et africaines sont au coude à coude en termes de puissance relative. Dans un rapport démographique à peu près constant, la progression simultanée des taux d'alphabétisation et de croissance du PIB permet de maintenir un certain équilibre des forces. La minorité blanche ne domine que parce qu'elle est assise sur des institutions qui lui sont favorables et que l'équilibre en termes de puissance ne permet pas sa remise en cause (et sans doute aussi grâce au soutien des puissances occidentales qui perdurera jusqu'à l'effondrement de l'Union soviétique, malgré le boycott déclaré). La tendance est néanmoins en faveur des Noirs qui gagnent du terrain entre 1946 et 1970, année à laquelle le régime de l'apartheid trouve une solution pour reprendre l'avantage : la création des bantoustans, ces pseudo-États qu'aucun autre pays ne reconnaîtra, offre un répit d'une vingtaine d'année à la minorité blanche comme le montre le graphique. Le recensement de 1996 rétablit la véritable situation : les Blancs ont perdu la partie, ce sont maintenant les Africains les plus puissants, et l'émigration de nombreux Sud-Africains blancs renforce le déséquilibre. Comme il n'y a pas de stabilisation des deux groupes à un même niveau de puissance, l'ancien dominateur est maintenant le dominé et son avenir en tant que minorité n'est pas assuré : l'éventualité d'une dérive à la zimbabwéenne dans les prochaines années est loin d'être impossible, surtout lorsque l'on considère la personnalité et le parcours du futur président, Jacob Zuma.

## L'Algérie française

Evoquons enfin brièvement le cas de l'Algérie. Devenue française en 1830, elle ne comptera jamais plus de 15% d'Européens qui pourtant domineront le pays jusqu'en 1962 avant de s'enfuir en France par peur de représailles. Là encore, on retrouve une situation de domination d'une minorité sur la plus grande majorité puis un retournement qui ne peuvent s'expliquer que par la dynamique des processus de modernisation.

Disposant de peu de données, on sait néanmoins que la population européenne pesait 15,2% du total en 1924 et 10,4% en 1959 et l'on suppose une évolution linéaire. On peut reconstituer le profil de croissance du taux d'alphabétisation algérien en prenant sa valeur actuelle (70% en 2001), on sait que le taux d'alphabétisation atteint 85% en France autour de 1890 et on décide de donner 20 ans de retard aux Français d'Algérie du fait d'une forte immigration espagnole beaucoup moins bien éduquée (42% d'analphabètes en 1920). L'intégration du PIB par habitant au taux d'alphabétisation se fait donc en 1911 (année dont le PIB est plus dans la moyenne que celui de 1910), PIB par ailleurs considéré comme équivalant 70% du PIB de la métropole. L'ensemble de ces approximations sont nécessaires pour s'approcher quelque peu de la réalité, mais leur caractère peu rigoureux rend absolument nécessaire une reconstruction du modèle avec des données plus solides. On aboutit cependant avec ces valeurs estimées au graphique suivant :



L'indice de puissance français s'effondre pendant la guerre (du fait de l'effondrement de l'économie pendant cette période) puis rebondit mais le plus intéressant à remarquer est que la puissance de la population algérienne rejoint celle des Pieds-Noirs au sortir de la guerre. Ce graphique, s'il était validé par les chiffres réels, correspondrait parfaitement à la réalité historique : réveil algérien en 1945 avec les émeutes puis les massacres de Sétif, stabilité jusqu'en 1955 puis début de la guerre jusqu'à l'indépendance en 1962 et le départ des Pieds-Noirs quand les indices de puissance s'inversent. L'espacement en 1960 indique que les prolongements de courbe à droite sont purement théoriques. Telle aurait été l'évolution de la situation si les Français d'Algérie n'étaient pas partis, en supposant une poursuite des tendances démographiques, donnant ainsi raison au Général De Gaulle : l'Algérie ne pouvait pas demeurer française.

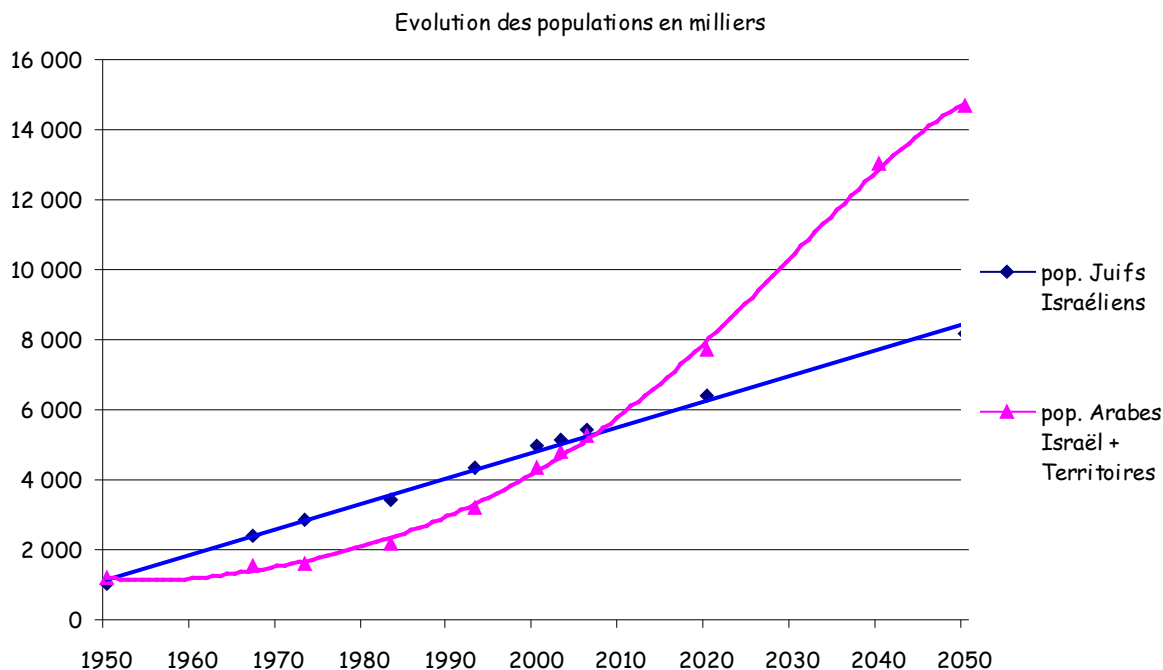
L'examen successif des conflits coloniaux d'Irlande du Nord, d'Afrique du Sud et d'Algérie semble valider le modèle de puissance proposé. Ces trois exemples illustrent par ailleurs trois issues possibles d'une situation de type coloniale : la coexistence et la cogestion pacifique dans le premier cas, le retournement de la domination avec permanence des descendants des colons dans le deuxième et enfin une autre inversion dominant-dominé dans le troisième cas, avec cette fois fuite de la population allogène. Fort de cette perspective historique, il est temps d'éclairer à sa lumière la situation d'Israël et des Territoires Palestiniens.

### **Application du modèle au conflit israélo-palestinien**

Si Israël s'était arrêté aux frontières de 1949 et n'avait pas envahi la Cisjordanie et la bande de Gaza en 1967, ou si elle s'en était rapidement retirée, le modèle de puissance développé auparavant n'aurait pas lieu d'être. Israël serait un État juif bien installé dans ses frontières, avec certes une minorité arabe, mais celle-ci serait trop faible numériquement pour être menaçante. Mais tel n'en a pas décidé le cours de l'Histoire. A l'heure actuelle le blocus de Gaza et surtout l'occupation de la Cisjordanie lient le destin des Israéliens et des Palestiniens. La volonté absolue d'Israël de garder le contrôle de la vallée du Jourdain et de Jérusalem, la présence de près de 500 000 colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est (pour un peu plus de 2 millions de Palestiniens), dont de nombreux extrémistes difficilement contrôlables et à haute fécondité et enfin, *last but not least*, la présence de nappes d'eau

souterraines stratégiques sous la Cisjordanie sont autant d'éléments nous permettant de considérer ce conflit comme étant de nature coloniale, et donc à appliquer notre modèle à l'ensemble de la population vivant sur la Palestine mandataire.

Il ne s'agit plus cette fois de retracer des évènements historiques mais d'essayer de prédire l'avenir. Nous devons donc nous baser sur des hypothèses plausibles et non plus sur des statistiques existantes. Concernant la démographie, nous utiliserons les projections du démographe Sergio Della Pergola de l'université hébraïque de Jérusalem. Celui-ci considère trois scénarios d'évolution démographique possibles pour quatre populations identifiées : les Juifs israéliens, les Arabes israéliens, les Palestiniens de Cisjordanie et ceux de Gaza. Les Juifs israéliens ont un taux de fécondité de 2,6 enfants par femme en 2000 et on le supposera constant jusqu'en 2050, il est en effet déjà très élevé si on le compare à d'autres populations de niveau de vie similaire. Nous aurions donc plutôt tendance à surestimer le poids démographique des Juifs dans les décennies qui viennent. Les Arabes israéliens, les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza ont un taux de fécondité de respectivement 4 - 5,4 et 7,4 enfants par femme en 2000. Ces taux ont commencé à diminuer dès cette date, les Palestiniennes semblant entamer leur transition démographique. Dès lors, l'hypothèse médiane d'une évolution linéaire vers 2,6 enfants par femme en 2050 semble être la plus réaliste, quoique l'on aurait préféré une chute plus rapide au début, puis se ralentissant progressivement. Ces hypothèses, correspondant avec les scénarios les plus souvent évoqués, donnent une évolution démographique de ce type :

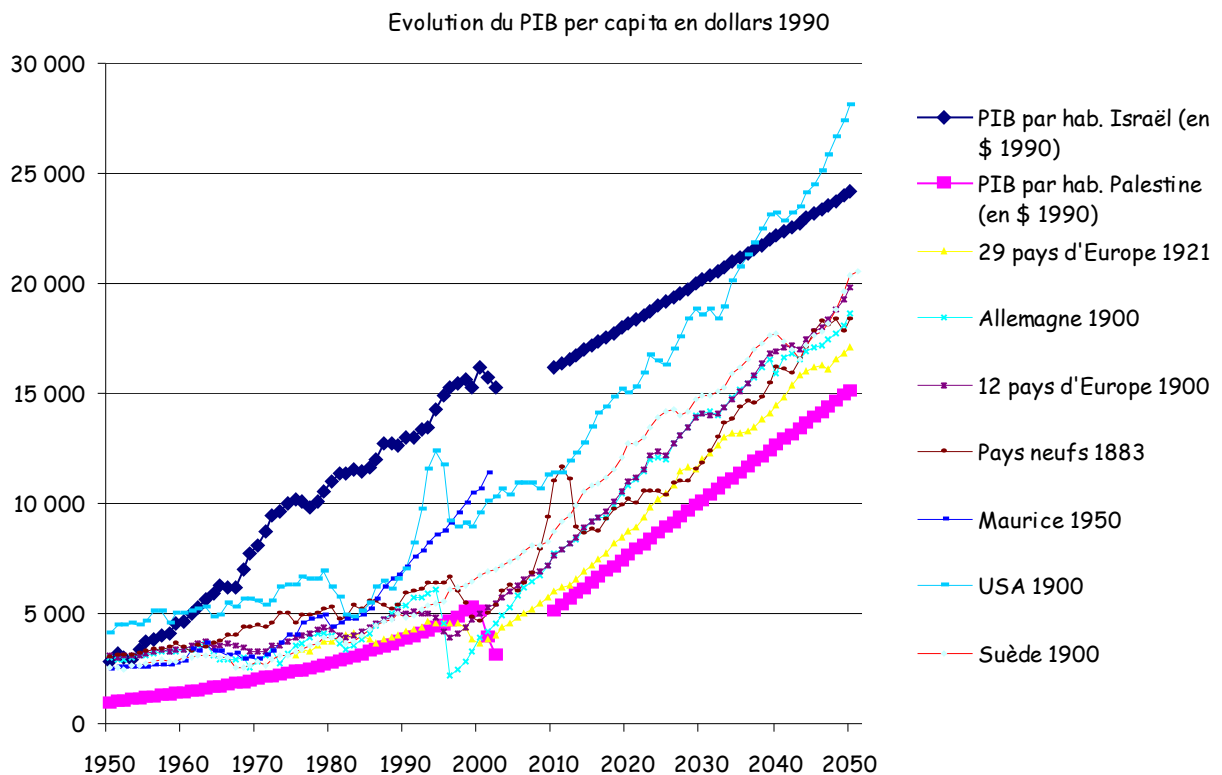


D'un point de vue strictement démographique, nous serions déjà aujourd'hui au tournant du rapport de force entre Israéliens et Palestiniens avec des populations de taille équivalente mais avec un large avantage donné aux Palestiniens pour la suite. Notons au passage que la population israélienne s'est largement nourrie au cours des dernières décennies de l'immigration mais ce ressort semble aujourd'hui épuisé : les diasporas américaines, françaises et anglaises, derniers foyers juifs d'une taille conséquente, semblent peu disposées à partir s'installer en masse en Israël.

Nous avons néanmoins vu précédemment que le poids démographique ne peut suffire à définir la puissance relative d'un peuple ; doit aussi être intégré son niveau de rationalisation. Les deux populations en présence étant largement alphabétisées, c'est sur le seul PIB par habitant que devrait se faire la comparaison, avec cependant de nouvelles difficultés à la clé. Israël est un pays d'immigration majoritairement européenne qui a suivi le même chemin du développement économique que le vieux continent et ses émanations (États-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande). A partir de quoi, dès lors, extrapoler sa croissance économique future puisque ce pays figure dans le peloton de tête? Nous supposons que les économies des pays industrialisés sont arrivées à maturité et que dès lors leur croissance sera ralentie dans les prochaines années. Les contraintes géologiques et écologiques vont dans ce sens, mais pas le potentiel de croissance (qui devrait avoir un impact positif sur la croissance économique des pays industrialisés) des pays émergents et de

l'ensemble de l'ex-Tiers-Monde en général. On postulera donc une poursuite de la croissance, quoique ralentie, hypothèse *a priori* favorable à Israël (*cf.* graphique *infra*).

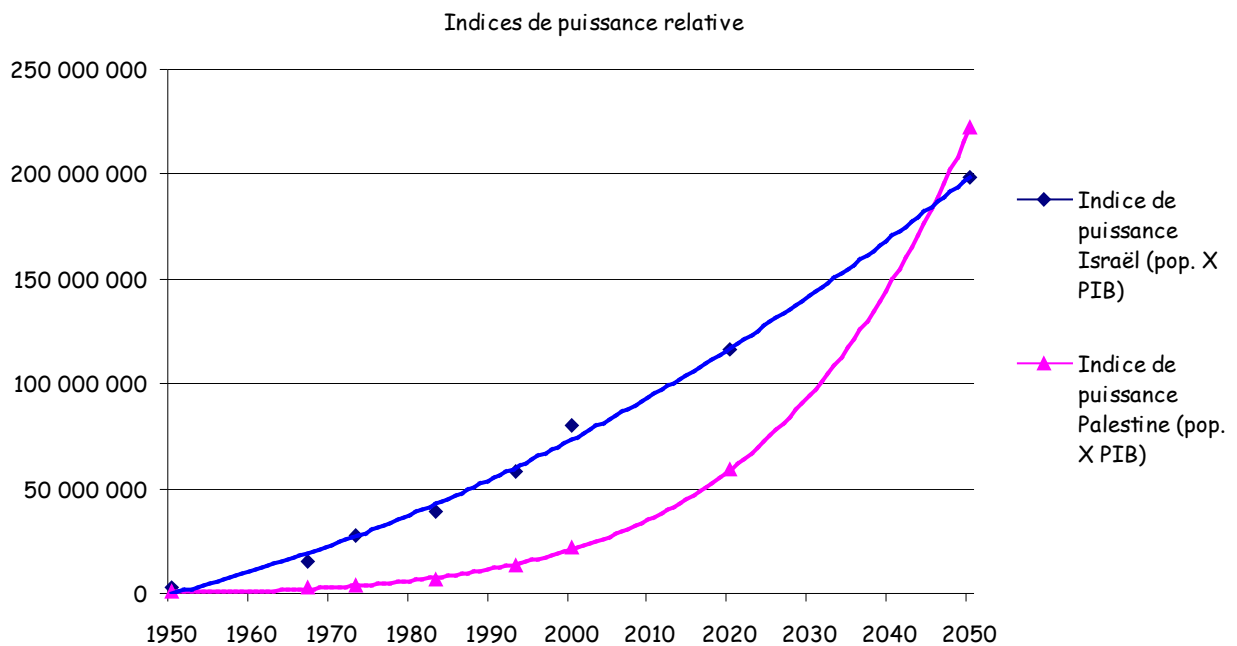
Une question similaire se pose pour les Palestiniens. Avec un faible PIB par habitant, un décollage économique futur, identique à celui déjà expérimenté par de nombreux pays, semble être l'hypothèse la plus plausible, mais à partir de quand ? L'examen de l'évolution du PIB par habitant de 1950 à 2000 permet d'envisager un décollage imminent, on voit en effet une inflexion de la courbe à partir de 1990, avant même que les milliards de l'aide internationale n'affluent suite aux accords d'Oslo. Le graphique reporte des profils de croissance de différents pays (avec une rupture de pente autour de 5000\$ internationaux Geary-Khamis, soit le PIB/habitant des Territoires en 2000), synchronisés au PIB palestinien en 2000 pour donner une idée du profil de la croissance palestinienne future. On choisira donc une pente similaire, définissant ainsi une hypothèse qui nous paraît relativement réaliste.



On peut néanmoins s'interroger sur la réelle possibilité d'une croissance économique forte sur des territoires sous blocus ou sous occupation. Rappelons-nous alors que le PIB n'est qu'un *indicateur* d'un mouvement de rationalisation, et que l'on pourrait sans doute le substituer avantageusement par la progression des taux de scolarisation dans les cycles secondaires et supérieurs, indicateurs sans doute plus fiables mais plus difficiles à obtenir. Nous garderons

donc cette croissance virtuelle du PIB, supposant que la modernisation en cours s'exprimera d'une manière ou d'une autre, même si l'économie des territoires occupés ne se développe pas, et qu'elle ne peut que jouer son rôle dans la définition de la puissance relative palestinienne.

On obtient alors, par combinaison des données démographiques et économiques *estimées*, l'évolution suivante des facteurs de puissance :



Ce graphique montre clairement que la domination israélienne est à long terme compromise. Les Israéliens sont encore les plus puissants mais un retournement de situation est inévitable. Les Palestiniens sont dorénavant légèrement plus nombreux sur l'espace de la Palestine mandataire et cet écart est amené à se creuser largement. La supériorité démographique n'est cependant pas suffisante, elle s'accompagnera tôt ou tard d'une montée en puissance liée au développement intellectuel, politique, économique et social. Alors les Palestiniens auront la capacité de dominer l'ensemble des territoires conquis en 1948-1949 et en 1967. Du fait des nombreuses hypothèses formulées, il est impossible de prévoir le moment exact de ce renversement, le graphique ci-dessus indique 2040-2050, ce peut être plus tôt ou plus tard, une seule chose est certaine : il est inéluctable.

## Un nouvel éclairage

Puissance et faiblesse. Tels sont les deux termes qui caractérisent *simultanément* Israël. Vouloir comprendre la position de l'État juif en n'abordant qu'un seul de ces deux éléments ne peut conduire qu'à une vision partielle, et donc inopérante, de la situation.

Puissance. La domination régionale des Israéliens est un fait avéré depuis la fondation de l'État juif en 1948. Elle s'est traduite par les victoires et les conquêtes territoriales de 1949, 1967 et 1973, puis par la puissance de feu israélienne au cours des différentes opérations au Liban, en Cisjordanie et à Gaza pendant la seconde Intifada et jusque dans le tragique bilan de la dernière guerre de Gaza. Dans les frontières de la Palestine historique, sa supériorité est écrasante, et uniquement contestée par les opérations terroristes de l'OLP puis du Hamas (et dans une moindre mesure du Djihad Islamique) ainsi que par les deux Intifadas.

« *On peut tout faire avec une baïonnette, sauf s'asseoir dessus* » aimait à dire Napoléon Bonaparte. La puissance militaire d'Israël est un fait, mais seule une paix véritable peut répondre à l'aspiration de la population israélienne à la sécurité et à la stabilité, et la paix ne peut être possible tant que la légitime prétention du peuple palestinien à l'autodétermination n'est pas satisfaite. Tel est le point de départ du processus d'Oslo. Mais notre modèle de puissance montre que parvenir à un accord de paix était impossible. En effet, faire la paix suppose qu'il y ait des négociations, reposant sur un rapport de force relativement équilibré. Or le déséquilibre entre Israéliens et Palestiniens est beaucoup trop grand. Et, de fait, les négociations n'aboutiront à rien. A Camp David en 2000, Ehoud Barak fait une offre « généreuse » à Arafat : un État palestinien comprenant Gaza et une Cisjordanie coupée en trois morceaux, avec une souveraineté limitée sur certains quartiers de Jérusalem, sans droit au retour des réfugiés, mais aussi l'annexion des principales colonies de Cisjordanie par Israël, lequel garderait le contrôle des frontières, mais aussi des ressources en eau et de l'espace aérien.

Pour les Israéliens l'offre est réellement généreuse, le rapport de force ne les obligent à aucune concession et, nous verrons pourquoi par la suite, ils ne sont pas en situation mentale d'aller plus loin. Mais bien évidemment une telle proposition est inacceptable pour les Palestiniens : Israël ne leur offre qu'un pseudo-État, des morceaux de territoires au sein de l'État juif, avec une souveraineté limitée. Arafat refuse donc ce qui ne semble être qu'un bantoustan calqué sur le modèle sud-africain, et laisse s'exprimer la colère de son peuple, révolté par son appauvrissement économique (conséquence du bouclage systématique des



Territoires après chaque attentat) et par la construction de nouvelles colonies pendant toute la durée du processus de paix.

La puissance d'Israël l'empêche donc de faire les concessions suffisantes pour satisfaire les exigences minimales de son partenaire, lequel n'a pas les moyens de pression suffisants pour peser réellement dans la négociation. Le constat de Barak au retour de Camp David, repris par Ariel Sharon, comme quoi Israël « n'aurait pas de partenaire pour faire la paix » est effectivement exact : les Palestiniens sont trop faibles pour constituer un véritable partenaire dans les négociations, mais aucune pression ne pourra les contraindre à accepter le diktat israélien.

La suite des événements confirme ce rapport de force inégal : Arafat est marginalisé, assiégé jusqu'aux derniers jours de sa vie dans la *Moqata* de Ramallah, son successeur à la tête d'une Autorité Palestinienne affaiblie, Mahmoud Abbas, n'obtiendra rien d'Israël, ce qui conduira à la victoire électorale du Hamas en 2006, à sa prise de contrôle de Gaza en 2007 et finalement à la guerre de Gaza. Pendant ce temps la colonisation de la Cisjordanie se poursuit et le contrôle de la population palestinienne se renforce avec la construction de la barrière de séparation et la persistance de nombreux check-points sur les routes du territoire morcelé. La puissance israélienne rendant la négociation inopérante, les Palestiniens n'ont plus, comme exutoire, que la violence physique pour s'opposer à leur dominateur. Tirer des roquettes sur Israël devient le moyen de continuer à exister et de prendre du poids dans un rapport de force encore trop déséquilibré.

Faiblesse. Si l'écrasante domination exercée par les Israéliens sur les Palestiniens est un fait, ce serait une grave erreur que de s'arrêter à ce constat de puissance. Elle seule ne peut suffire à expliquer la politique d'Israël. La faiblesse d'Israël ne réside pas seulement dans sa puissance qui l'empêche de faire la paix. Le sentiment de faiblesse que ressent cette nation est bien réel et a un impact majeur sur ses décisions. Nous l'avons vu, la puissance israélienne ne sera pas éternelle et un rééquilibrage, puis un renversement des rôles entre dominant et dominé paraît inéluctable. Les Israéliens sont conscients de ce danger, qu'ils expriment en évoquant la « bombe à retardement démographique ». Leur réaction, cependant, va à l'encontre de leurs intérêts : plutôt que de tirer profit de leur puissance actuelle pour régler définitivement aujourd'hui un conflit qu'ils ne pourront gagner demain, ils semblent céder à la panique. Les Israéliens ont peur, très peur, et la réponse la plus naturelle à la peur, pour les êtres humains comme pour les animaux, est l'agressivité. Comme le serpent qui mord lorsqu'il

est dérangé dans son sommeil, l'homme fait preuve du même réflexe lorsqu'il se sent en danger, il tend à réagir violemment.

Telle semble donc être la réaction de l'État d'Israël à cette peur qui est en train de le saisir : le recours de plus en plus massif à une violence dont l'utilité réside moins dans la destruction de l'adversaire que dans le besoin de s'auto-convaincre de son invincibilité. Une telle réaction ne peut conduire Israël qu'à sa perte. Cette plongée dans l'irrationnel collectif se traduit également par l'exagération de la menace que constitue l'adversaire. Si l'on peut comprendre la peur que suscite l'Iran avec son programme nucléaire et son discours haineux envers Israël (tout en relativisant la menace, comme semble le faire aujourd'hui les États-Unis), la diabolisation du Hamas est révélatrice d'un autisme généralisé. Ce mouvement est un groupe terroriste (mais cette qualification ne mène nulle part, Mandela, Begin, Shamir ou Arafat étaient des chefs terroristes) dont on peut difficilement partager les idées et les pratiques, violentes et peu démocratiques, il n'en reste pas moins un représentant élu et donc légitime du peuple palestinien. Ce mouvement a évolué depuis sa charte antisémite de 1987, il n'y fait plus référence depuis longtemps, est plus nationaliste qu'islamiste, est prêt à reconnaître l'existence d'Israël (mais ne le fera pas sans contrepartie comme l'OLP auparavant) et constitue donc un partenaire tout aussi valable que l'Autorité Palestinienne, mais ne faisant pas plus le poids. Le Hamas semble suivre le même cheminement doctrinal que l'OLP, avec une nuance islamique finalement commune à l'évolution idéologique de l'ensemble du monde arabo-musulman et très éloignée du fondamentalisme jihadiste propre aux mouvements de type Al-Qaïda. Comment dès lors interpréter l'image de groupe génocidaire que s'en font les Israéliens si ce n'est par une peur aveuglante qui les empêche de voir en eux-mêmes les raisons majeures d'une dérive auto-destructrice ?

Israël est donc à la fois puissant et faible. Sa puissance l'empêche de vraiment chercher la paix, presque contre son gré, et en fait sa faiblesse. Cette faiblesse, se rajoutant à un affaiblissement programmé et l'amplifiant, engendre une peur panique que seule l'affirmation de sa puissance dans la violence des armes et de la colonisation semble apaiser, mais le fragilisant toujours plus. L'État juif peut-il survivre à cette logique infernale ?

### **Les trois futurs possibles d'Israël**

Le pire des scénarios, celui qui correspond à la succession « naturelle » des événements sans qu'émerge une volonté consciente de sortir de la spirale destructrice, est celui correspondant à notre modèle. Au cours des prochaines décennies le peuple palestinien va monter en puissance, provoquant une réaction de plus en plus violente d'Israël, qui poursuivra la colonisation et perdra peu à peu ses soutiens occidentaux du fait d'une répression toujours plus violente, s'enfermant alors dans un jusqu'au-boutisme suicidaire, réalisant ce que l'on appelle déjà le « complexe de Massada », en référence à cette rébellion juive qui se suicida plutôt que de se rendre aux Romains en 73. Quand Israël ne pourra plus faire face à la contestation palestinienne, il sera trop tard pour la solution à deux États, et tant de haine aura été accumulée des deux côtés que la cohabitation des deux peuples ne sera plus envisageable. Les Juifs reprendront alors le chemin de l'exil, fuyant leur terre natale comme les Pieds-Noirs en 1962, par peur de représailles.

Une variante du scénario précédent, et sans doute l'alternative la plus probable, est qu'Israéliens et Palestiniens arrivent finalement à s'entendre avant qu'il ne soit trop tard, mais sans qu'il ne soit encore possible de faire coexister deux États viables. Un scénario sud-africain donc, serait l'établissement d'un seul État binational, au sein duquel les Juifs ne seraient plus majoritaires et seraient des citoyens ordinaires d'un État démocratique et laïc au même titre que les Palestiniens. Cet État pourrait sans doute garder un certain caractère juif, mais ce ne serait plus Israël, et ce scénario fait aussi peur aux Israéliens que le premier, comme en témoigne deux citations d'Ehoud Olmert :

« Le temps nous est compté. De plus en plus de Palestiniens ne sont plus intéressés par une solution négociée, à deux États, car ils souhaitent changer l'essence même du conflit en passant d'un paradigme de type algérien à un paradigme de type sud-africain ; d'un combat contre « l'occupation », pour reprendre leur vocabulaire, à un combat de type « un homme = une voix ». C'est bien sûr un combat beaucoup plus clair, beaucoup plus populaire et, au final, beaucoup plus puissant ». (interview à *Haaretz* en 2003, cité sur le blog de Julien Salingue, doctorant en sciences politiques)

« Si arrive le jour où la solution des deux États s'écroule, et que nous nous retrouvons face à une lutte dans le style de celle de l'Afrique du Sud, où les Palestiniens nous demandent le même droit de vote que ce que nous avons, nous, alors, dès que cela arrivera, l'État d'Israël aura fini d'exister ». (interview à *Haaretz* en 2007, au retour d'Annapolis)

Ces propos, outre qu'ils confirment la validité de notre modèle par une comparaison explicite avec les histoires algériennes et sud-africaines, montrent bien qu'un seul État binational n'est pas une solution acceptable pour les Israéliens et pour les Juifs du monde entier qui perdraient ainsi « leur » État. La nation juive existe et son désir d'avoir un État est tout aussi légitime que celui de la nation palestinienne, et une revendication ne doit pas entraver l'autre. De nombreux militants pacifistes, Juifs et non-Juifs, militent pour la solution à un seul État qui semble à leurs yeux la plus humaniste. Mais les questions identitaires ont la vie dure, comme semble le prouver l'imbroglio belge, et seuls deux États distincts paraissent à même d'incarner deux identités aussi marquées, qui plus est après un siècle de conflit. La catastrophe du Zimbabwe (et peut-être celle à venir de l'Afrique du Sud) est aussi là pour nous rappeler que le sort de l'ancienne minorité dominante n'est pas nécessairement assuré par une égalité de droit proclamée lors de la résolution du conflit.

Le troisième scénario enfin, le seul qui conviendrait aux deux parties, est celui d'une solution à deux États, esquissée par les accords d'Oslo. L'établissement d'un État sur la bande de Gaza et une Cisjordanie débarrassée de ses colonies, qui inclurait la partie de Jérusalem annexée par Israël, avec un droit au retour négocié vers les Territoires et une compensation pour les réfugiés, et enfin une souveraineté entière, avec contrôle des frontières, de l'espace aérien, des échanges commerciaux, etc. Le conflit réglé, les Palestiniens donneraient le signal aux États arabes et musulmans que leur droit à un État est satisfait et ceux-ci ne pourraient alors que reconnaître l'État israélien et faire la paix avec lui, Iran (et Hezbollah) compris. Israël, revenu sur les frontières de 1949, resterait un État juif avec une majorité juive et, le paradigme colonial ayant perdu sa validité, il ne serait plus menacé par l'inversion d'un rapport de puissance qui n'aurait plus de sens. Sa sécurité serait alors assurée par des relations pacifiques avec ses voisins, plutôt que par des considérations stratégiques et militaires sans issues.

Rien de nouveau sous le soleil, le projet est dans les cartons depuis des décennies, mais, comme l'a très bien compris Ehoud Olmert, il devient chaque année plus difficile à mettre en œuvre. La poursuite de la colonisation de la Cisjordanie rend de plus en plus problématique l'éventualité d'une évacuation totale, la barrière de séparation forme une frontière inadmissible pour les Palestiniens, le contrôle de la vallée du Jourdain, le droit au retour des réfugiés et le statut de Jérusalem ne sont pas négociables pour nombre d'Israéliens, les citoyens arabes israéliens font l'objet de discrimination et manifestent de plus en plus ouvertement leur solidarité avec les Palestiniens des Territoires alors qu'ils représenteront

bientôt le quart de la population israélienne, bref, l'imbrication des deux peuples sur une même terre est devenue telle que l'établissement de deux États tend à devenir impossible. La raison principale de cet état de fait ? Le mélange complexe de puissance et de faiblesse que nous avons décrit auparavant. La réaction israélienne dans ce contexte colonial n'a rien d'exceptionnelle. Les Unionistes d'Irlande du Nord, le régime de l'apartheid en Afrique du Sud ou l'OAS des Pieds-Noirs en Algérie cherchèrent en leur temps dans leur puissance la solution à leur faiblesse. La puissance et la peur les amenèrent à opter pour une violence qui ne résout rien plutôt que d'accepter immédiatement l'inéluctabilité de leur déclin et profiter de leur relative supériorité pour obtenir une paix négociée avantageuse. Israël aujourd'hui pourrait se servir des leçons de l'Histoire mais il ne semble pas être capable, comme le montre l'échec d'Oslo, de tracer à lui seul sa route vers le seul destin possible qu'il juge acceptable.

### **Qui peut sauver Israël ?**

Les forces internes à Israël ne semblent pas être capables de surmonter leur puissance et leurs peurs pour arriver le plus vite possible à un accord de paix avec les Palestiniens, c'est-à-dire à leur accorder ce que ceux-ci estiment être leur droit sans être en mesure de l'exiger par le rapport de force. Seule une pression extérieure « amie » devrait donc pouvoir forcer les Israéliens à agir contre leur volonté mais pour leur propre bien. Cette pression doit être « amicale », c'est-à-dire exercée sans que les Israéliens ne se braquent contre elle et ne s'enferme dans leur logique auto-destructrice. Qui pourrait y parvenir ?

La diaspora juive, celle des États-Unis en particulier qui est la plus nombreuse et sans aucun doute la plus influente en Israël, ou celle présente en France ou en Angleterre ? Il n'y a évidemment pas meilleur ami d'Israël mais son soutien inconditionnel, lors de la guerre de Gaza, sur les positions israéliennes, dénote d'une incapacité à penser le conflit par elle-même. La diaspora juive, dans sa très grande majorité, semble sombrer dans le même délire que la société israélienne, dont l'origine pourrait bien relever également d'une crise identitaire. Alors qu'Israël s'engage dans une lutte pour sa survie, il se pourrait bien que les différentes communautés juives se sentent tout aussi menacées par un phénomène *a priori* des plus banals : l'exogamie matrimoniale. Les taux d'exogamie de 20 à 25% au milieu des années 1990, relevés par Emmanuel Todd dans *Le destin des immigrants*, signifieraient que les Juifs s'assimilent lentement mais sûrement au reste de la population, provoquant ainsi une réaction

identitaire du groupe, et plus particulièrement des enfants issus de couples mixtes dont l'identification à Israël serait d'autant plus naturelle que la Loi du Retour offre une conception plus souple de la judéité que la coutume religieuse. Ce n'est qu'une hypothèse, qui mériterait d'être vérifiée. Pour ce qui nous concerne, les Juifs de la diaspora ne semblent pas être des amis à même d'exercer une quelconque pression sur leur deuxième patrie.

L'Europe alors ? L'Holocauste a laissé des cicatrices profondes qui influent encore sur les relations entre l'État juif et le vieux continent. Le premier garde une certaine méfiance envers le second, qui n'est dès lors pas un véritable ami, et celui-ci reste travaillé par un sentiment de culpabilité qui devrait l'empêcher d'exercer une pression efficace sur Israël, s'il le pouvait effectivement, ce qui n'est pas certain. Cette pression, en l'absence d'une réelle complicité, ne pourrait sans doute prendre que la forme d'un boycott qui serait probablement contre-productif. L'Europe pourrait par contre reconnaître la légitimité du Hamas, geste nécessaire à un processus de réconciliation nationale avec le Fatah, lequel semble indispensable à la reprise de négociations.

Il ne reste donc plus que les États-Unis. Le reste du monde, s'il n'est pas hostile à Israël parce qu'Arabe et/ou Musulman, se désintéresse complètement de ce qui se passe entre quelques millions d'excités sur un bout de terre aride où il n'y a même pas de pétrole (ce qui nous renvoie aux raisons de notre propre fascination pour ce conflit, quelles sont-elles exactement ?). Les États-Unis sont, depuis les années 1960, le meilleur allié d'Israël dans le monde. Les raisons de cette alliance ne sont pas uniquement stratégiques, il existe une empathie véritable des Américains pour ces Juifs revenus sur la Terre Promise. Deux raisons à cela : d'une part une expérience similaire de construction nationale sous forme d'aventure coloniale, les Arabes des uns correspondant aux Amérindiens des autres ; d'autre part, une référence commune aux textes bibliques entre Étasuniens très religieux et Israéliens soucieux d'asseoir la légitimité de leur retour. Les États-Unis sont donc des amis, et leur influence sur la politique israélienne peut être importante, de part leur soutien conséquent, en devises comme en armement. Sans la pression de Bush père, il n'y aurait pas eu Madrid, qui permit d'amorcer d'Oslo. Bill Clinton joua également un rôle important pendant les négociations de Camp David, bien qu'il n'ait pas compris que ce n'était pas à Arafat qu'il fallait demander le plus de concessions. L'offensive sur Gaza alors que Bush Jr. était encore président et le retrait quelques heures seulement avant l'investiture d'Obama sont un autre signe du pouvoir que peut avoir la Maison-Blanche sur l'État juif.

Les États-Unis semblent donc en mesure de pouvoir exercer une pression « amicale » suffisamment vigoureuse pour forcer Israël à renoncer à sa puissance afin de conclure un véritable accord de paix. Mais le voudront-ils ? Pour cela, il faudra les convaincre de la nécessité d'une telle démarche, et bien au-delà de la Maison-Blanche. Les sénateurs sont en effet de puissants soutiens des Israéliens, de même que de nombreux groupes de pression très influents tels qu'AIPAC, sans oublier, au-delà des 5 millions d'électeurs juifs, les 40 millions d'évangéliques très favorables à Israël. Mission impossible ? Peut-être, mais il n'existe pas d'autre alternative.

Ehoud Olmert ne fait décidément pas toujours preuve de lucidité (*cf.* citations *supra*). Il a en effet déclaré en novembre 2008, en remerciant George W. Bush de son soutien inconditionnel pendant huit ans, « que son nom resterait gravé en lettres d'or pour de longues années dans le cœur d'Israël ». Alors qu'en l'armant et en défendant systématiquement ses positions, Bush n'a fait que conduire plus sûrement Israël à sa perte.

Les meilleurs amis ne sont pas toujours ceux que l'on croit.

Jean Chamel

12 février 2009

[jean.chamel@graduateinstitute.ch](mailto:jean.chamel@graduateinstitute.ch)